



PREMIER MINISTRE

SERVICE DE PRESSE

Paris, le 1^{er} avril 2008

**Intervention du Premier Ministre
Réception des parlementaires**

Hôtel de Matignon - 1^{er} avril 2008

Mes chers amis,

Plaisir de vous recevoir à Matignon pour marquer la reprise de la session parlementaire.

Une reprise qui intervient dans un contexte marqué par le recul de la majorité aux élections municipales et cantonales ainsi qu'une situation économique internationale qui se dégrade sous les effets de la crise financière américaine.

Depuis dix mois, la majorité a beaucoup et bien travaillé !

Derrière chacune des réformes que nous avons conduites ensemble il y a des valeurs auxquelles nous croyons et que nous sommes en train d'imposer dans le débat national.

La défiscalisation des heures supplémentaires ce n'est pas seulement une mesure technique c'est une réhabilitation de l'effort qui permet de rompre avec le mythe du partage du travail.

L'autonomie des universités, c'est une sérieuse brèche ouverte dans le mur de l'immobilisme.

La réforme des régimes spéciaux comme l'instauration du service minimum, c'est l'affirmation de l'intérêt général contre les intérêts particuliers.

La fin de l'excuse de minorité ou l'instauration des peines planchers c'est le redressement de l'autorité et de la responsabilité.

Ce que je veux dire, c'est que la France, dans ses profondeurs, a déjà changé !

Cela ne va pas sans crispations et sans interrogations, mais le fait est là : les esprits ont évolués et les structures ont bougé.

De cela, déjà, nous pouvons être fiers !

Il ne s'agit pas d'esquiver les difficultés et les obstacles que nous avons rencontrés.

J'assume ma part de responsabilités en regardant la France telle qu'elle est, telle qu'elle nous parle, telle qu'elle nous défie en nous demandant d'être encore plus exigeant envers nous même et plus décidé encore dans la poursuite de nos objectifs.

Les Français ne nous disent pas : « arrêtez les réformes, augmentez les impôts, multipliez les moratoires, faites des groupes de travail pour tout remettre à plat, tout remettre à plat c'est l'expression de Ségolène Royale depuis l'élection présidentielle sur la réforme des retraites, il faut tout remettre à plat, c'est la seule proposition qu'elle fait, en un mot les français ne nous disent pas devenez socialistes !

Ils nous disent : « vous avez pris des engagements, soyez courageux, respectez les ! »

Ils nous demandent d'avoir le courage de ne pas perdre le fil de l'intérêt national malgré la pression des intérêts catégoriels.

Le courage de ne pas osciller en fonction des sondages et de ne pas vaciller en fonction des résistances.

Le courage de ne pas nous replier sur nous-mêmes mais de continuer au contraire à fédérer les talents extérieurs et à responsabiliser les partenaires sociaux.

Le courage enfin d'agir avec ordre et bon sens en situant notre action dans une perspective de moyen terme.

On ne transforme pas la France en quelques mois.

On ne change pas de politique aux premiers coups de vents.

Le Président de la République a un cap, et nous le suivons avec la volonté d'être jugé au terme de notre mandat et non pas avant l'heure.

Dans le cadre de notre action, nous allons devoir faire face à un parti socialiste, qui, dans la préparation de son Congrès de l'automne, risque de se montrer de plus en plus agressif et de moins en moins avare en matière de démagogie.

On vient d'en avoir une démonstration exceptionnelle avec le débat sur l'Afghanistan, quand en 2001, Lionel Jospin envoie 1500 soldats français en Afghanistan, après un débat sans vote, c'est bien. Quand le Président de la République française dit : je demande aux alliés de changer de stratégie, et si les alliés acceptent de changer de stratégie, je suis prêt à renforcer les effectifs français en Afghanistan, alors là ça ne va plus, naturellement puisque ce n'est plus la gauche qui le propose. On a même eu la surprise d'entendre le président du groupe socialiste nous expliquer que la grande différence c'est qu'en 2001 les forces françaises envoyées en Afghanistan n'avaient pas mandat pour combattre, il se trouve que ces forces en 2001 c'était surtout des forces spéciales, on imagine assez bien les forces spéciales engagées pour reconstruire les hôpitaux et faire fonctionner les écoles. C'est connu moins la gauche à d'idées, plus elle caricature celles des autres.

N'en déplaisent à François Hollande et ses amis, il vaut mieux mettre 5 milliards d'euros pour booster les heures supplémentaires et mieux les rémunérer que de mettre 13 milliards d'euros pour financer les 35 heures.

Ne leur en déplaisent, nous n'allons pas augmenter les impôts – qu'ils aiment tant ! – mais nous allons gérer sérieusement les dépenses.

Nous n'avons pas de leçons à recevoir de la part de ceux qui n'ont jamais rien fait pour adapter la France à la compétition internationale, jamais rien fait pour sauver nos retraites, jamais rien fait pour réformer l'Etat, jamais rien fait pour briser la spirale de la délinquance.

C'est connu, moins la gauche a d'idées, plus elle caricature celle des autres !

Et plus le monde se transforme, plus elle regarde dans le rétroviseur.

Il faudra répondre plus fermement à cette opposition qui n'a toujours pas renouvelé une seule de ses propositions depuis l'élection présidentielle.

Face à tout cela, je nous invite à faire preuve de sang froid, d'unité et de méthode.

Avec le Président de la République, nous avons un travail à faire pour la France et nous devons le faire tous ensemble.

Le sens de l'intérêt général et de la solidarité doit nous animer. Toute autre considération doit être écartée. C'est ainsi que je conçois ma responsabilité et notre travail commun.

Dans quel contexte économique et social devons nous évoluer ?

D'abord il faut prendre l'habitude de parler de ce qui va mieux

La politique de l'emploi est un succès.

Avec 7,5% de chômage nous avons atteint un niveau inégalé depuis 25 ans.

Avec 328 000 créations d'emplois marchands en 2007 nous faisons deux fois mieux qu'en 2006.

Du coup les comptes de l'UNEDIC sont désormais excédentaires de plus de 4,5 milliards d'euros.

La consommation des ménages reste bien orientée comme le montre l'augmentation de 1,2% de février.

Les mesures que nous avons prises en juillet avec la loi sur le travail et le pouvoir d'achat ne sont pas étrangères à ces bons résultats.

Nous avons réinjecté environ 9 milliards d'euros dans l'économie au moment où elle en avait besoin pour conserver une croissance correcte.

Ne vous laissez pas manipuler par une gauche de mauvaise foi qui prétend que nous avons dilapidé nos marges de manœuvres. C'est exactement le contraire ! Sans cet effort nous

aurions une croissance plus faible, des déficits plus élevés et des créations d'emploi moindres.

Les prévisions de l'OCDE, du FMI ou de l'INSEE nous créditent d'une croissance supérieure en 2008 à celle de l'Allemagne et équivalente à celle de la zone euro.

C'est le résultat de notre politique économique.

Soyez en fiers !

Revendiquez-la !

Alors, bien sur, le trou d'air provoqué par la crise financière américaine rend les choses plus difficiles.

Là où nous espérons une croissance supérieure à 2%, on nous prédit 1,7%.

Ce ralentissement aura des conséquences sur nos comptes publics puisqu'il affectera inmanquablement nos recettes et freinera le développement de nos entreprises.

Raison de plus pour poursuivre l'effort de réforme de fond pour aller chercher la croissance afin d'améliorer la vie des français.

Avec le président de la République, je ne vous propose pas de changement de cap, bien au contraire.

Je vous propose de concentrer notre effort de réforme sur l'emploi et les conditions de vie des français.

L'objectif du plein emploi domine tous les autres.

Le plein emploi, c'est la meilleure façon de réduire la pauvreté. On peut mettre en place des dispositifs sociaux pour réduire la pauvreté mais c'est plus facile avec le plein emploi

Le plein emploi, c'est la meilleure politique pour le pouvoir d'achat.

Le plein emploi, c'est la meilleure réponse à la situation inacceptable des seniors mis sur la touche après cinquante ans.

Le plein emploi participe à la politique de réduction des déficits publics.

Pour gagner les 2 points et demi qui nous sépare du plein emploi je vous propose de consacrer les prochains mois à la modernisation de l'économie, à celle du marché du travail et au développement durable.

La loi de modernisation de l'économie que prépare avec vous Christine Lagarde, Hervé Novelli, Luc Chatel et Eric Besson permettra de faciliter la vie des petites et des moyennes entreprises avec des mesures radicales sur leur statut, sur les délais de paiement, sur les seuils financiers, sur leur régime fiscal et sur leur financement.

Elle renforcera considérablement la concurrence pour faire baisser les prix des biens et des services.

Enfin elle fera aussi franchir à notre pays une étape décisive dans l'accès aux technologies de l'information.

La réforme du contrat de travail négociée par les partenaires sociaux et celle de l'intéressement, de la participation et des allègements de charges que prépare Xavier Bertrand nous rapprochera de la flex sécurité à laquelle participe aussi la fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC et la réforme de l'assurance chômage qui nous permettra de mettre en œuvre le dispositif sur lequel nous nous sommes engagés lorsque les demandeurs d'emplois n'acceptent pas les emplois qui leur sont proposés.

La réforme du dialogue social et celle des conditions de négociations dans les entreprises des heures supplémentaires viendront compléter ce dispositif.

Les engagements du Grenelle de l'environnement feront l'objet d'un premier train de mesures législatives concernant, notamment, les transports et le logement.

Enfin la réforme des institutions viendra profondément modifier l'équilibre des pouvoirs exécutifs et législatifs et renforcer les droits des citoyens.

Je crois que nous sommes dans un des moments capital du quinquennat car c'est maintenant, dans l'épreuve, que se construit la dynamique économique et sociale des prochaines années. Je compte sur vous pour nous épauler activement, et, pour cela, vous devez et vous allez, plus que jamais, être sollicités et associés en amont des travaux législatifs du gouvernement.

Vous connaissez notre horizon.

C'est une France du plein emploi et du mérite.

C'est une France dont la croissance est durable et saine.

C'est une France solidaire, qui, en refusant tout à la fois la loi de la jungle et la logique de l'assistanat, mise sur la dignité et la responsabilité de chaque individu.

C'est une France respectée où les citoyens donnent à la République autant qu'ils reçoivent d'elle.

C'est une France qui fait entendre sa voix dans le monde, et qui assume -comme elle le fait en Afghanistan- ses devoirs vis-à-vis de la communauté internationale.

C'est enfin une France qui anime l'Europe. A partir du 1^{er} juillet, nous présiderons l'Union européenne. Le gouvernement s'y prépare très sérieusement. Le voyage du Président de la République au Royaume Uni symbolise cette Europe des projets que nous voulons.

Depuis dix mois, mes amis, nous cheminons ensemble avec la volonté de servir les intérêts de la France. Avec Nicolas Sarkozy, je dis que nous devons et que nous allons continuer.